

Conseil des ministres - Agenda des travaux européens à venir

(Paris, 31 mai 2017)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et la ministre chargée des affaires européennes ont présenté une communication relative à l'agenda des travaux européens à venir.

L'Union européenne doit avant tout mieux protéger les Français et les Européens.

Elle doit mieux protéger les travailleurs, dans le domaine économique et social, ce qui nécessite à court terme de réformer la directive sur le détachement des travailleurs pour empêcher la fraude et le dumping social.

L'Union européenne doit aussi assurer une concurrence équitable au niveau international. Elle doit ainsi permettre une ouverture réciproque des marchés publics et engager une réflexion sur le contrôle des investissements stratégiques.

L'Union fait face à un afflux sans précédent de réfugiés et de migrants. Elle doit concilier la solidarité, entre les États membres comme envers les réfugiés, avec l'efficacité dans la façon dont elle protège ses frontières vis-à-vis des migrations illégales.

La France défend aussi un ensemble de mesures pour améliorer la sécurité des citoyens européens. Il s'agit d'abord de lutter contre le terrorisme en pratiquant des contrôles systématiques aux frontières européennes, en collectant de façon plus efficace et en partageant les données nécessaires à cette lutte et en rendant plus difficiles les communications des terroristes sur internet. Les ministres ont aussi évoqué les opérations militaires européennes, ainsi que la relance de l'Europe de la défense et sur le projet de Fonds européen de défense que la France soutient.

Le premier Conseil européen auquel participera le Président de la République, les 22 et 23 juin, permettra de promouvoir cet agenda de protection.

Mi-juillet, un conseil des ministres franco-allemand se tiendra dans un format restreint afin de donner une impulsion forte et concrète à notre coopération, en matière de sécurité, de défense, de relance économique notamment, après le déplacement du président de la République à Berlin le 15 mai.

À plus long terme, les ministres ont souligné l'importance du sommet de Göteborg sur les droits sociaux le 17 novembre 2017 qui doit permettre des avancées concrètes en matière de

convergence sociale sur la base du «paquet social» présenté par la Commission en avril, ainsi que du Sommet Afrique - Union européenne des 29 et 30 novembre 2017.

Enfin, les ministres ont rappelé que Michel Barnier allait engager, après les élections législatives britanniques du 8 juin, les négociations visant aux modalités de séparation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. L'unité manifestée par les 27 autres États membres comme par les institutions est un atout essentiel dans cette négociation difficile, qui ne doit pas détourner notre énergie de notre objectif central de refondation européenne./.